MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES NUMÉRIQUES
Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
19 mai au 1er août 2025

Sommaire

Fait marquant

- Visite d'Etat du Président de la République française au Royaume-Uni et 37e Sommet bilatéral

Economie numérique et régulation

- Le Royaume-Uni a publié 3 stratégies importantes pour le secteur numérique
- Les annonces du gouvernement britannique à l'occasion de la London Tech Week
- Le gouvernement travailliste préserve la recherche dans son budget pluriannuel
- Le *Regulators' Pioneer Fund* reçoit un nouveau financement pour accélérer l'approbation des nouvelles technologies par les régulateurs
- L'administration va se doter d'une nouvelle plateforme d'achat unique pour les produits technologiques
- L'obligation du contrôle d'âge pour accéder aux sites pornographiques et contenus inappropriés aux enfants est entrée en vigueur ce vendredi 25 juillet

Données et intelligence artificielle

- Le Royaume-Uni a signé des MoU avec *OpenAI* et l'entreprise d'IA canadienne *Cohere*
- Le Royaume-Uni et l'Union européenne renforcent leur coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle
- Le gouvernement britannique poursuit ses actions pour accélérer la diffusion de l'IA au sein de l'administration et des entreprises
- Le Conseil de l'énergie pour l'IA s'est réuni pour la deuxième fois
- L'*AI Security Institute* lance une coalition internationale pour un nouveau projet de recherche sur la sécurité de l'IA

Cybersécurité

- Des études révèlent des fragilités dans les systèmes informatiques publics britanniques
- Le gouvernement lance une nouvelle feuille de route pour le secteur de la cybersécurité

Spatial

- Le satellite de surveillance climatique MicroCarb, issu d'un partenariat franco-britannique, a été lancé
- *Astroscale UK* a décroché le contrat de la mission satellite Orpheus
- Le Royaume-Uni lance un appel d'offre pour une mission de lutte contre les débris spatiaux
- L'entreprise *Skyrora* a obtenu sa licence de lancement au Royaume-Uni

Ecosystème tech

- *Oxford Ionics* va être racheté par l'entreprise quantique américaine *IonQ*
- *Wayve* a signé un partenariat avec *Uber* et réalisera des tests de taxis autonomes dans Londres
- *Google Ventures* investit dans l'entreprise londonienne d'IA *Metaview*

Fait marquant :

Visite d'Etat du Président de la République française au Royaume-Uni et 37e Sommet bilatéral

Du 8 au 10 juillet 2025, le Président de la République française Emmanuel Macron et Madame Brigitte Macron se sont rendus en Visite d'Etat au Royaume-Uni. A cette occasion, ils ont rencontré leurs Majestés le Roi Charles III et la Reine Camilla à Windsor, où s'est tenu un Dîner d'Etat le 8 juillet au soir. Le Président a également prononcé des discours devant le Parlement et lors d'un dîner à Guildhall, où il a insisté sur la nécessité de **renforcer la souveraineté stratégique** de l'Europe.

Par ailleurs, une **séquence sur l'intelligence artificielle** s'est tenue à Imperial College le 9 juillet. Cette discussion sur le thème 'Action pour l'IA : de la science à la croissance' a réuni Emmanuel Macron, Demis Hassabis, Prix Nobel de Chimie et fondateur de *Google DeepMind*, et Arthur Mensch, fondateur de *Mistral AI*.

Etaient notamment présents aux côtés du Président de la République pour cette Visite d'Etat le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Éric Lombard, le ministre chargé de l'Industrie et de l'Énergie, Marc Ferracci, la ministre déléguée à l'Intelligence artificielle et au Numérique, Clara Chappaz, le ministre des affaires étrangères Jean-Noël Barrot, le ministre de la défense Sébastien Lecornu, le ministre de l'intérieur Bruno Retailleau, et la ministre de la culture Rachida Dati.

Enfin, le 10 juillet, le 37e Sommet bilatéral France – Royaume-Uni s'est tenu au 10 Downing Street. En ce qui concerne les livrables numériques, **3 accords universitaires sur l'IA** ont été signés, entre **Imperial et le CNRS** (lancement d'IRL ABEL, le Laboratoire international de recherche en ingénierie Ayrton Blériot axé sur l'ingénierie, les sciences naturelles, la chimie, la physique et les mathématiques), entre **UCL et l'INRIA** (création d'un centre de recherche conjoint entre l'Inria et UCL visant à structurer la collaboration déjà existante entre les deux institutions dans le domaine de l'intelligence artificielle), et entre les U**niversités d'Oxford et de Cambridge, et HEC – Institut Polytechnique de Paris - Paris-Saclay** (création d'un Institut conjoint de l'IA).
De même, plusieurs partenariats ont été officialisés, **entre la DINUM et GDS** sur le développement de l'IA dans les services publics, **entre l'Université de Bristol et GENCI** sur la puissance de calcul, et entre nos **instituts de la sécurité de l'IA** (INESIA et AISI).

Enfin, sur le spatial, la **participation de l'Etat britannique à la levée de capital d'Eutelsat** a été confirmée. La France et le Royaume-Uni se sont également engagés à collaborer plus étroitement dans le domaine des systèmes de positionnement, de navigation et de synchronisation. Ainsi, des chercheurs français et britanniques travailleront ensemble sur le développement de technologies plus résistantes aux brouillages, afin de renforcer la résilience de nos infrastructures critiques.

Economie numérique et régulation

Le Royaume-Uni a publié 3 stratégies importantes pour le secteur numérique : la Stratégie industrielle, la Stratégie pour les infrastructures, et celle sur la puissance de calcul

Annoncée depuis la campagne électorale des travaillistes il y a un an, le gouvernement britannique a publié sa très attendue **Stratégie industrielle** (*Modern Industrial Strategy*) le 23 juin 2025. Elle se présente comme une stratégie de croissance économique, avec pour objectifs principaux de relancer l'investissement privé, de réduire les inégalités géographiques à travers le pays, de renforcer la sécurité économique, et de soutenir la décarbonation de l'économie.
Les nouvelles technologies font partie des 8 secteurs industriels à fort potentiel de croissance ciblés par le gouvernement dans cette stratégie. Elles font l'objet d'un plan dédié, le *Digital & Technology Sector Plan*, qui fixe 6 objectifs stratégiques. Parmi ces derniers, le financement de la R&D sur le long-terme fait figure de priorité, notamment pour le secteur quantique. On retrouve également l'objectif de faciliter l'accès aux financements et de renforcer les compétences et les infrastructures (puissance de calcul, gigabit, énergie).
Aussi, grâce à cette stratégie, le R-U a pour ambition de réduire les factures d'électricité de plus de 7 000 entreprises, et d'attirer des talents grâce à une campagne dotée d'un fonds de 54 M£.
Les deux derniers piliers du plan portent sur le développement d'une régulation pro-innovation, et sur le renforcement des partenariats internationaux, avec l'objectif d'obtenir un accord numérique avec les Etats-Unis.
Ce plan numérique identifie par ailleurs 6 technologies de frontière : les technologies de connectivité avancée (*Advanced Connectivity Technologies*, ACT), l'IA, la cybersécurité, l'ingénierie biologique, le quantique et les semi-conducteurs.
Sur le quantique, le gouvernement a précisé ses ambitions en accordant un budget de 670 M£ au *National Quantum Computing Centre* (NQCC), qui bénéficie à ce titre d'un engagement financier sur 10 ans. Plus de 500 millions de livres sterling seront dépensés sur une période de quatre ans à compter du prochain exercice financier (2026/2027).
Enfin, une partie du plan est axée sur sa mise en œuvre concrète, à travers une future évaluation des résultats et un agenda de mise en œuvre d'ici 2035. Le *Digital & Technology Sector Plan* reprend toutefois de nombreux éléments de l'*AI Opportunities Action Plan*.

Par ailleurs, la **Stratégie pour les infrastructures** (*UK Infrastructure : a 10 Year Strategy*) publiée le 19 juin 2025 comporte plusieurs éléments sur les infrastructures numériques. Cette dernière prévoit l'intégration d'un volet numérique dans l'ensemble des projets d'infrastructures au Royaume-Uni (écoles, hôpitaux, etc.), l'examen des besoins de connectivité (infrastructures télécoms) de certains secteurs essentiels, tels que l'énergie, l'eau et les transports, et le développement des technologies et infrastructures dans le secteur spatial.

Enfin, le gouvernement a dévoilé sa **Stratégie sur la puissance de calcul**, la *UK Compute Roadmap*, le 18 juillet dernier. 2 Mds£ devraient être investis d'ici 2030 dans ce domaine : 1 Md£ sera mobilisé pour multiplier par 20 la puissance de calcul au R-U (*AI Research Resource*), et 750 M£ serviront à la construction d'un nouveau supercalculateur national à Edimbourg.
La stratégie prévoit la création de centres nationaux de super calcul, censés gérer des ensembles de données, développer des ressources logicielles et former une main d'œuvre capable d'exploiter ces nouvelles ressources. Le R-U souhaite également développer ses partenariats internationaux, cibler l'utilisation de la puissance de calcul vers certains secteurs de recherche stratégiques, vers la *Sovereign AI Unit* au sein de l'administration britannique, et vers l'AI Security Institute. La *UK Compute Roadmap* revient sur les projets de « zones de croissance de l'IA » lancés dans l'*AI Opportunities Action Plan*, et prévoit d'explorer des solutions durables pour les alimenter, fixe comme objectif d'assurer des retombées économiques au niveau local, et de soutenir les entreprises dans leur accès à cette puissance de calcul.

Les annonces du gouvernement britannique à l'occasion de la *London Tech Week*

La *London Tech Week* s'est tenue du 8 au 12 juin dernier, et fut l'occasion pour **le gouvernement britannique d'annoncer de nouvelles mesures pour le secteur de la tech**.
Lors de son discours d'ouverture, le Premier Ministre a annoncé un financement additionnel d'1 Md£ pour remplir l'objectif de l'*AI Opportunities Action* Plan de multiplier par 20 la puissance de calcul au R-U d'ici 2030 – objectif déjà affiché dans la *UK Compute Roadmap*. Sur la puissance de calcul, Keir Starmer a également fait mention de la prochaine « *Planning and Infrastructure Bill* », qui devrait assouplir encore davantage les règles pour l'implantation de centres de données.
Par ailleurs, de nombreuses annonces ont porté sur la formation et les talents :

- Le lancement d'un partenariat avec 11 grandes entreprises, dont *Google*, *Microsoft*, *Amazon* et *IBM* pour former à l'IA 7,5 millions de travailleurs d'ici 2030 ;
- La création d'un nouveau « *tech-first training programme* », financé à hauteur de 185 M£, pour former jusqu'à 1 million de jeunes aux nouvelles technologies, en commençant par les écoles secondaires avec des matières comme l'informatique.
- Dans les universités, un nouveau programme de bourses d'études : les bourses Turing AI « Global », soutenues par une enveloppe de 25M£.

Enfin, dans la continuité de sa stratégie depuis un an, le Premier Ministre a réaffirmé la volonté du gouvernement d'utiliser l'IA dans les services publics en créant de nouveaux outils.

Au-delà du discours de Keir Starmer, le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Peter Kyle a annoncé la création d'un nouveau consortium « OpenBind », pour faire du Royaume-Uni un leader en matière de découverte de médicaments par l'IA, et la collaboration entre Imperial College London et le Forum économique mondial pour créer un nouveau centre d'innovation piloté par l'IA.

Un **partenariat entre le Royaume-Uni et *Nvidia*** (Memorandum of Understanding) a également été signé à l'occasion de la *London Tech Week*. Le CEO de *Nvidia* Jensen Huang a salué les avancées du secteur IA britannique et a qualifié le RU « d'endroit fabuleux pour investir ». Il s'est ainsi engagé à soutenir le développement des infrastructures IA du R-U et la formation de ses talents. Cet accord contient notamment :

- Une collaboration entre Nvidia et les Universités britanniques pour promouvoir l'utilisation de technologies d'IA avancées au sein de la recherche, pour assurer la commercialisation des innovations, et pour partager les résultats de leur recherche. Le DSIT servira d'intermédiaire pour cette collaboration.

- Nvidia donnera accès aux chercheurs britanniques à sa plateforme AI Aerial, une infrastructure de calcul avancée, par le biais de son *6G Developer Program* et de son *Academic Grant Program*.
- La construction et l'utilisation de centres de données, en mettant l'accent sur une gouvernance transparente et l'efficacité énergétique.
- La coopération à l'élaboration de normes mondiales dans le domaine de la 6G.

En parallèle de la *London Tech Week,* Tech Nation a publié son rapport 2025, estimant la valeur de l'industrie tech britannique au premier semestre à 886 Mds£ ($1,2tr), soit une valeur plus de 2 fois supérieure à celle de la France et de l'Allemagne réunis, avec un taux de croissance annuel de 12,5%. Par ailleurs, 5 Mds£ ont été levés par les entreprises tech britanniques cette première moitié d'année, le plus haut montant de ces 3 dernières années.

Enfin, de nombreux projets d'investissements ont été annoncés à l'occasion de la London Tech Week : *Liquidity*, une fintech mondiale de l'IA basée aux États-Unis, ouvrira son siège européen à Londres dans le cadre d'un plan visant à investir 1,5 Md£ supplémentaires dans des entreprises de pointe au cours des 5 prochaines années ; *InnovX AI*, l'un des principaux pôles de startups en Europe, investit 14,7 M£ dans un nouveau pôle technologique à Londres, créant ainsi 30 emplois ; *Nebius*, une société néerlandaise d'infrastructure de l'IA, annonce un investissement de 200 M£, avec la création de deux sites potentiels dans le sud-est de l'Angleterre. *Capgemini*, *Netcompany*, *Yuno*, *Rebeldot*, et l'entreprise française *Ekimetrics* font également partie des entreprises tech ayant fait des annonces d'ouverture de filiales, de création de bureau ou de renforcement de leur présence à Londres.

Le gouvernement travailliste préserve la recherche dans son budget pluriannuel

En parallèle de la London Tech Week, le 11 juin, le gouvernement britannique a dévoilé son budget pluriannuel de 2025 à 2030. **Le Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) est l'un des ministères gagnant de cette *Spending Review***, après la Santé, la Défense, l'Education, l'Energie et la Justice. Malgré une baisse de son budget de fonctionnement en ligne avec l'objectif général de réduction des dépenses publiques, l'enveloppe globale du ministère est en hausse grâce à la hausse des dépenses d'investissements. En effet, le budget total du DSIT connait une augmentation en termes réels de 0,9 % de 2025-2026 à 2028-2029 (tirée par une hausse de 0,5 % des dépenses d'investissements), et une augmentation de 2,8 % entre 2023-2024 et 2028-2029, liée à la progression de 2,2 % des dépenses d'investissements sur la période.
Une **priorité est accordée au financement de la R&D**, portée à 22,6 Mds£ par an d'ici 2029-2030 (soit 86 Mds£ sur 4 ans), dans la continuité du budget d'automne qui avait également consacré la recherche.
De même, un **accent tout particulier est mis sur l'IA**, en cohérence avec l'*AI Opportunities Action Plan*. La *Spending Review* alloue 2 Md£ de financement pour le développement de l'IA de 2026-2027 à 2029-2030, en particulier pour le renforcement de la capacité de calcul. Un financement très attendu de 750 M£ est prévu pour la construction d'un Supercalculateur à l'Université d'Edimbourg, le plus grand du R-U, tandis que 500 M£ serviront à la création d'une « *UK Sovereign AI Unit* » en lien avec la *British Business Bank*, pour soutenir l'émergence de champions britanniques de l'IA. Sur les talents, 48 M£ seront alloués au programme Tech Expert pour élargir l'offre de cours en IA, développer de nouvelles filières d'enseignement dans le secteur, et financer des bourses d'études à destination des étudiants internationaux, alors que l'*AI Security Institute* sera doté d'une enveloppe de 240 M£.

Enfin, à travers la *Spending Review*, le gouvernement continue d'afficher sa volonté de **moderniser l'Etat en développant l'utilisation des technologies numériques au sein de l'administration et des services publics**, en particulier au sein du NHS (investissement de 10 Md£ dans la numérisation du NHS d'ici 2028-2029, soit une hausse prévue de 50 % par rapport à 2025-2026). Le DSIT disposera d'un budget de 1,9 Md£ sur 5 ans (38 M£ par an) pour faire avancer la numérisation des services publics en interministériel (soit une augmentation de 1,2Mds£). Il financera notamment les applis *GOV.UK Wallet* et *GOV.UK App*, ainsi que l'introduction d'un dossier unique par patient au sein du NHS. Une « *Government Digital and AI Roadmap* » devrait également être publiée à l'automne pour étayer le travail et les missions du groupe interministériel sur le numérique (*Digital Interministerial Group*), sous l'égide du DSIT.

Le *Regulators' Pioneer Fund* reçoit un nouveau financement pour accélérer l'approbation des nouvelles technologies par les régulateurs

Le gouvernement britannique dote le "*Regulators' Pioneer Fund*" d'un nouveau budget de 5,5 M£ pour inciter les organismes de réglementation à accélérer le processus d'approbation des projets technologiques. Il s'agit de la quatrième édition de cette initiative, qui s'inscrit dans la volonté de l'actuel gouvernement travailliste d'imposer aux régulateurs britanniques l'objectif de soutenir la croissance économique. Les régulateurs et autorités locales pourront demander ce financement pour soutenir la mise en œuvre d'essais de nouveaux produits et services technologiques. Parmi les projets soutenus précédemment, figurent par exemple l'étude des moyens les plus sûrs pour faire voler des drones dans l'espace aérien pour la livraison de médicaments, mais aussi l'utilisation de l'IA pour accélérer les essais cliniques. Cette initiative vise à démontrer que la collaboration entre les régulateurs et l'industrie permet de réaliser des avancées décisives, et d'accélérer la commercialisation des innovations.

L'administration va se doter d'une nouvelle plateforme d'achat unique pour les produits technologiques

Le Royaume-Uni développe une plateforme unique pour l'achat de produits technologiques, afin de donner aux fonctionnaires la possibilité d'évaluer les différents fournisseurs grâce à des offres technologiques préapprouvées à des prix négociés au niveau national. Actuellement en phase de développement, la plateforme est censée permettre au gouvernement de faire des économies et de moderniser la manière dont le secteur public dépense son enveloppe annuelle de 26 Mds£ pour l'achat de nouvelles technologies. Cette plateforme est également conçue pour ouvrir ce marché à davantage d'entreprises technologiques britanniques, avec pour objectif d'augmenter de 40 % la participation des petites entreprises aux marchés publics dans les 3 ans. Ainsi, cet outil rendra les processus plus rapides et plus équitables, grâce à des avis réels, des prix transparents et une IA permettant de mettre en relation les acheteurs avec les bons fournisseurs en quelques heures.

L'obligation du contrôle d'âge pour accéder aux sites pornographiques et contenus inappropriés aux enfants est entrée en vigueur ce vendredi 25 juillet

Dans le cadre de l'application de l'*Online Safety Act*, l'obligation de vérification d'âge pour accéder aux sites pornographiques et contenus préjudiciables aux enfants au Royaume-Uni est entrée en vigueur ce vendredi 25 juillet. Les principaux fournisseurs de contenu pornographique britanniques s'étaient engagés à mettre en place des contrôles d'âge efficaces avant cette date limite. Ainsi, 92 des 100 premiers éditeurs de pornographie au Royaume-Uni, représentant plus de 1 300 sites (dont Pornhub et YouPorn), ont déjà mis en place un système de vérification de l'âge via différentes solutions (adresse email, carte bleue, estimation de l'âge à partir d'un selfie, etc.). De même, d'autres plateformes ne diffusant pas uniquement des contenus pornographiques se sont engagées à respecter leur obligation, notamment Bluesky, Discord, Grindr, Reddit et X, grâce à un système d'estimation de l'âge à partir du visage utilisant sa propre technologie d'IA.

Ainsi, l'Association des fournisseurs de vérification de l'âge (*Age Verification Providers Association* – APVA) a signalé une augmentation de 5 millions de contrôles d'âge supplémentaires par jour pour l'accès à des sites pornographiques depuis l'entrée en vigueur de l'obligation.
Cependant, le 31 juillet, l'Ofcom a ouvert 4 enquêtes pour non-conformité à cette nouvelle exigence, à l'encontre de *8579 LLC*, *AVS Group Ltd*, *Kick Online Entertainment S.A.* et *Trendio Ltd*, qui exploitent au total 34 sites pornographiques au Royaume-Uni.
Cette mesure largement soutenue par les parents britanniques suscite toutefois l'inquiétude de certains utilisateurs sur la question de la protection de leurs données personnelles. Le gouvernement tente de répondre à ces craintes en assurant que les sites ont l'interdiction de conserver ces données sous peine de lourdes amendes, et que l'*Information Commissioner's Office* veille à ce que la protection des données personnelles des utilisateurs soit respectée.
Néanmoins, depuis le 25 juillet, on observe une explosion de la demande de VPN au R-U : 4 des 5 applications gratuites les plus téléchargées sur l'App Store britannique sont des applications de VPN, et les téléchargements de Proton, l'application VPN la plus populaire, ont été multipliés par 19.

Données et intelligence artificielle

Le Royaume-Uni a signé des MoU avec *Open-AI* et l'entreprise d'IA canadienne *Cohere*

Conformément à sa stratégie énoncée dans l'*AI Opportunities Action Plan*, le Royaume-Uni renforce ses liens avec des acteurs privés du secteur de l'intelligence artificielle en signant deux accords de partenariats.
D'une part, le gouvernement britannique a signé un MoU avec *OpenAI*. Celui-ci prévoit notamment le renforcement des collaborations en matière de recherche sur la sécurité de l'IA à travers un meilleur partage d'informations entre l'entreprise et l'*AI Security Institute*, l'exploration de possibilités d'investissement dans les infrastructures britanniques de l'IA et notamment dans les *AI Growth Zones*, et le développement de l'IA dans les services publics, en particulier au sein des Ministères de la Justice, de la Défense et de la Sécurité – sachant que Chat-GPT constitue la base de plusieurs outils d'IA utilisés au sein de l'administration (*Humphrey*, *Consult*). Cette initiative intervient alors qu'*OpenAI* renforce sa présence au Royaume-Uni, avec un projet d'agrandissement de son bureau et de son centre de recherche londonien.
D'autre part, le MoU signé avec l'entreprise d'IA canadienne *Cohere* prévoit des collaborations pour accélérer l'adoption de l'IA dans la défense, au sein de l'administration et des services publics, pour attirer et former des talents au R-U, et pour mener à bien des recherches sur la sécurité de l'IA.

Le Royaume-Uni et l'Union européenne renforcent leur coopération dans le domaine l'intelligence artificielle

Dans le prolongement de l'accord conclu entre le Royaume-Uni et l'UE lors du Sommet RU – UE qui s'est tenu le 19 mai dernier, de nouveaux projets ont été annoncés pour renforcer la collaboration dans le secteur de l'IA. Dans le domaine du calcul, les organismes de recherche publics britanniques peuvent candidater pour accueillir l'*AI Factory Antenna* du Royaume-Uni, un projet européen de supercalculateurs. Le projet retenu à l'issue de cet appel à manifestation d'intérêt servira de passerelle vers les meilleurs supercalculateurs européens grâce à un partenariat avec une *AI Factory* sur le continent.

Cela s'inscrit dans la continuité de l'objectif de l'*AI Opportunity Action Plan* de renforcer les coopérations internationales en matière de puissance de calcul, tout en permettant aux scientifiques, startups et institutions publiques britanniques de développer des modèles d'IA plus complexes.
Par ailleurs, lors du Sommet, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont convenu de la mise en place d'un dialogue numérique entre le Ministère britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) et la Commission européenne, dont l'agenda reste encore à déterminer.

Le gouvernement britannique poursuit ses actions pour accélérer la diffusion de l'IA au sein de l'administration et des entreprises

Tout d'abord, plus de 20 000 fonctionnaires ont pris part à un essai mené par le gouvernement pour les encourager à utiliser l'IA générative dans leurs tâches quotidiennes durant 3 mois. Selon leurs estimations, les premiers résultats montrent que l'utilisation d'outils tels que le *Microsoft 365 Copilot* (rédaction de documents, synthèses de courriers, etc.) permet aux agents de réaliser un gain de temps équivalent à près de deux semaines de travail par personne et par an.
Le gouvernement souhaite également encourager l'adoption de l'IA au sein des entreprises en diffusant le modèle ASO (*Adopt, Sustain, Optimise*), fournissant un guide pour l'adoption de l'IA générative au sein des organisations.
De plus, le Premier Ministre Keir Starmer a annoncé la mise en place d'un nouvel outil d'IA, « Extract », qui permettra d'accélérer la délivrance des permis de construire. Cet assistant IA développé avec *Google* est destiné aux responsables d'urbanisme et aux conseils locaux pour leur permettre de convertir en données numériques d'anciens documents d'urbanisme, et développer de nouveaux logiciels. Celui-ci devrait être mis à la disposition de toutes les municipalités du R-U d'ici le printemps 2026.
En parallèle, le gouvernement et *Google Cloud* ont signé un partenariat pour collaborer davantage dans le développement d'outils d'IA pour l'administration et dans la formation des fonctionnaires.

Le Conseil de l'énergie pour l'IA s'est réuni pour la deuxième fois

La deuxième réunion du Conseil de l'énergie pour l'IA (*AI Energy Council*), créé à la suite de la publication de l'*AI Opportunities Action Plan*, s'est tenu le 30 juin dernier. Celle-ci s'est concentrée sur la question de la mise à niveau du réseau énergétique pour alimenter le déploiement de l'IA au Royaume-Uni et parvenir à l'objectif de multiplier par 20 la puissance de calcul d'ici 2030. La question des secteurs susceptibles d'adopter rapidement l'IA et les conséquences sur la demande énergétique fut également abordée. Etaient présents les fournisseurs d'énergie, les entreprises technologiques du secteur de l'IA, l'Autorité de régulation de l'énergie (Ofgem), l'Agence de l'Energie Atomique (IEA) et l'opérateur national du système énergétique (NESO). Le Ministre du DSIT Peter Kyle a toutefois rappelé la nécessité de veiller à ce que ces centres de données et supercalculateurs soient alimentés par des énergies renouvelables. Il a également insisté sur le fait que les travaux de ce Conseil de l'énergie pour l'IA devront se concentrer sur le renforcement de la souveraineté du R-U en matière d'IA. De même, le gouvernement britannique travaille en étroite collaboration avec l'Ofgem et le NESO pour réformer le processus de raccordement au réseau énergétique britannique, pour accélérer les raccordements et ainsi libérer la file d'attente.

L'*AI Security Institute* lance une coalition internationale pour un nouveau projet de recherche sur la sécurité de l'IA

L'*AI Security Institute* britannique s'associe à son homologue canadien, à *Amazon Web Services*, *Anthropic* et des acteurs de la société civile (UKRI, ARIA, Safe AI Fund, Halcyon Futures) pour un nouveau projet de recherche axé sur le comportement et le contrôle de l'IA, *« The Alignment Project ».*

Guidé par un comité consultatif d'experts dont font partie Shafi Goldwasser et Yoshua Bengio, lauréats du prix Turing, ce projet vise à garantir que les systèmes d'IA se comportent de manière prévisible et réagissent en conformité avec leur conception. Ce domaine de recherche appelé "alignement de l'IA" a pour objectif d'éliminer les comportements nuisibles des modèles d'IA qui pourraient présenter un risque pour la société.
Le projet comprend une subvention d'1 M£ pour les chercheurs, jusqu'à 5 M£ de crédits de *cloud computing* fournis par *AWS*, et des investissements de fonds privés pour accélérer la mise au point de solutions commerciales dans ce domaine de l'alignement.

Cybersécurité

Des études révèlent des fragilités dans les systèmes informatiques publics britanniques

Les conclusions du rapport publié par la plateforme de cybersécurité *Trend Micro* ont révélé des faiblesses structurelles dans les cyberdéfenses du secteur public britannique. 250 responsables informatiques chargés de la cybersécurité d'organismes publics ont été interrogés dans le cadre cette étude, qui démontre que le hameçonnage est la menace la plus importante pour les deux prochaines années (60 %), suivi par les *ransomwares* (41 %). Les organisations réagissent davantage de manière défensive qu'offensive, et n'ont pas mis en place de recherche proactive des menaces.
De même, l'Agence britannique de recherche, la *UK Research and Innovation* (UKRI), fait l'objet d'un nombre grandissant d'attaques : elle a été la cible de 5,4 millions de cyberattaques en 2025, soit une augmentation de 600% par rapport à l'année précédente.
Cette menace cyber pèse également fortement sur le NHS, qui a publié une lettre ouverte dans laquelle il exhorte ses fournisseurs à renforcer leurs pratiques en matière de cybersécurité, déclarant par ailleurs que les ransomwares étaient « endémiques » au sein du NHS.

Le gouvernement lance une nouvelle feuille de route pour le secteur de la cybersécurité

Le gouvernement lance un nouveau plan d'action pour la croissance du secteur cyber, le « *Cyber Growth Action Plan* ». Dirigé par des experts indépendants de l'université de Bristol et du *Centre for Sectoral Economic Performance* de l'Imperial College London, ce plan examinera les points forts du secteur cyber britannique et fournira une feuille de route pour sa croissance grâce à une série de recommandations. Ce rapport devrait être publié d'ici la fin de l'été, et devrait être intégré à la prochaine Stratégie nationale cyber.
Par ailleurs, le gouvernement prévoit d'investir jusqu'à 16 M£ de nouveaux financements pour stimuler la création de start-ups dans le domaine de la cybersécurité. 10 M£ seront consacrés au programme CyberASAP censé favoriser le transfert technologique et la création d'entreprises à partir de la recherche académique, tandis que 6M seront alloués au soutien aux startups et PME.
Enfin, des experts en cybersécurité travaillant dans le secteur de la défense ou au sein de grandes entreprises technologiques (*BAE Systems*, *Satander*, *Amazon Web Services*, *Microsoft* et *Google DeepMind*) feront partie du Comité consultatif gouvernemental sur la cybersécurité chargé de conseiller le gouvernement.

Spatial

Le satellite de surveillance climatique MicroCarb, issu d'un partenariat franco-britannique, a été lancé

Le satellite MicroCarb, développé en partenariat avec le CNES, a été lancé avec succès depuis le port spatial guyanais le 26 juillet 2025, devenant ainsi le premier satellite européen dédié à la surveillance du dioxyde de carbone. Il rejoint la constellation virtuelle internationale de satellites dédiés aux gaz à effet de serre, afin d'améliorer les capacités mondiales de surveillance du climat. Financé à hauteur de 15 M£ par l'Agence Spatiale britannique, ce satellite utilise une technologie de pointe de balayage urbain pour cartographier les émissions de CO2 dans les zones urbaines avec une résolution sans précédent de 2 km x 2 km ; un niveau de détail jamais atteint auparavant depuis l'espace. De plus, MicroCarb surveillera les puits de carbone naturels tels que les forêts et les océans, afin d'améliorer la compréhension scientifique de la quantité de carbone absorbée naturellement par la planète. *Thales Alenia Space UK* a réalisé l'assemblage, l'intégration et les tests du satellite au sein de *RAL Space* à Harwell, le *National Physical Laboratory* a fourni l'installation d'étalonnage au sol traçable pour tester les performances du satellite avant son lancement, et *GMV UK*, en partenariat avec *Capgemini*, ont conçu et mis au point les algorithmes des outils de mesure de CO2.

Astroscale UK a décroché le contrat de la mission satellite Orpheus

Le Laboratoire de Science et de technologie de la Défense (*Defence Science and Technology Laboratory*) a attribué à *Astroscale UK* le contrat de 5,15 M£ pour la mission de surveillance du domaine spatial Orpheus. Cette mission, dont le lancement est prévu en 2027, est le fruit d'une collaboration entre l'industrie, le gouvernement et le monde universitaire britanniques, ainsi que des partenaires gouvernementaux internationaux au Canada et aux États-Unis. Les satellites seront conçus par le sous-traitant *Open Cosmos Limited*, et seront lancés en orbite terrestre basse afin d'observer et de collecter des données critiques in situ.

Le Royaume-Uni lance un appel d'offre pour une mission de lutte contre les débris spatiaux

L'Agence Spatiale britannique (*UKSA*) a lancé un nouveau processus d'appel d'offre pour la mission « *Active Debris Removal* », censée lutter contre la menace croissante des débris spatiaux. Dotée d'un budget de 75,6 M£, il s'agit de la première mission nationale visant à retirer activement les satellites hors d'usage, afin de protéger les infrastructures spatiales et garantir la sécurité à long-terme de l'environnement orbital. Un vaisseau spatial sera spécialement conçu pour la mission. Equipé d'une technologie de navigation autonome, il capturera en toute sécurité deux satellites non fonctionnels sous licence britannique depuis l'orbite terrestre basse. Le vaisseau les guidera ensuite dans l'atmosphère terrestre où ils se désintégreront, éliminant ainsi les menaces potentielles pour les réseaux satellitaires qui alimentent des services essentiels tels que la navigation GPS, les prévisions météorologiques et les communications d'urgence.
Par conséquent, l'Agence spatiale britannique recherche actuellement un fournisseur unique pour mener à bien ce contrat de recherche et développement d'une durée de 5 ans, dont le lancement est prévu d'ici 2028. A travers cet appel d'offres, la *UK Space Agency* cherche à faire appel à une « expertise locale », afin de soutenir la croissance de l'économie spatiale britannique.

L'entreprise *Skyrora* vient d'obtenir sa licence de lancement au Royaume-Uni

L'entreprise spatiale écossaise *Skyrora* a obtenu une licence de lancement de l'Autorité de l'aviation civile du Royaume-Uni, devenant ainsi la première entreprise à pouvoir fabriquer et lancer une fusée dans l'espace depuis le sol britannique. *Skyrora* souhaite ainsi soutenir les capacités souveraines de lancement du R-U grâce à un accès autonome à l'espace. *Skyrora* prévoit d'effectuer ses lancements depuis le port spatial SaxaVord, situé sur l'île écossaise d'Unst. En effet, la société a signé un protocole d'accord avec ce port spatial en 2021, fixant un objectif de 16 lancements par an d'ici 2030. Cette licence permettra à *Skyrora* de mettre en place un programme de lancement commercial fiable, tout en soutenant les ambitions du gouvernement en matière de soutien à la croissance et de souveraineté dans le domaine spatial.

Ecosystème tech

Oxford Ionics va être racheté par l'entreprise quantique américaine *IonQ*

L'entreprise quantique britannique *Oxford Ionics* va être rachetée par l'entreprise américaine basée dans le Maryland *IonQ*, pour un montant supérieur à 1 Md$ (1,065 milliard de dollars en actions ordinaires d'*IonQ* et 10 millions de dollars en espèces). Ce rachat permettra de combiner les forces de ces deux leaders de l'informatique quantique travaillant sur la technologie des ions piégés. Les fondateurs d'*Oxford Ionics*, le Dr Chris Balance et le Dr Tom Harty, resteront chez *IonQ* après la finalisation de l'acquisition et continueront à diriger leur équipe au Royaume-Uni, sachant qu'*IonQ* a déclaré vouloir agrandir le site d'Oxford. Les deux entreprises souhaitent par ailleurs continuer à travailler avec leurs clients existants, y compris dans le cadre de partenariats gouvernementaux au R-U et aux Etats-Unis.

Wayve a signé un partenariat avec *Uber* et réalisera des tests de taxis autonomes dans Londres

Le groupe *Wayve*, spécialisé dans les logiciels de conduite autonome, va tester pour la première fois des véhicules entièrement autonomes sur les routes publiques de Londres, dans le cadre d'un partenariat avec *Uber*. Cela constitue une étape importante vers le lancement à grande échelle de véhicules autonomes en Europe.
De son côté, *Uber* explore la mise en œuvre de technologies de conduite autonome dans plusieurs pays, mais ce partenariat avec *Wayve* fait du R-U le plus grand marché sur lequel l'entreprise a prévu de lancer un projet pilote.
Cet accord a été rendu possible par le lancement d'un nouveau cadre réglementaire pour les projets pilotes commerciaux de véhicules autonomes par la Secrétaire d'Etat aux Transports britannique, Heidi Alexander.

Google Ventures investit dans l'entreprise londonienne d'IA *Metaview*

Google Ventures a participé à la levée de fonds de série B de l'entreprise britannique *Metaview*, pour un montant de 35 M$. *Metaview* a développé une plateforme de recrutement basée sur l'intelligence artificielle fournissant des informations aux recruteurs à partir de données d'entretiens d'embauche. *Metaview* compte déjà parmi ses clients *Sony*, *ElevenLabs* et *Deliveroo*., tandis que Victor Riparbelli, directeur général de *Synthesia*, et Barney Hussey-Yeo, directeur général de *Cleo AI*, figurent aux côtés de *Google* dans le cadre du tour de financement de série B de *Metaview*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr